

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Présents : 48
Excusés : 15
Absents : 17
Nombre de membres en exercice : 80

REUNION DU 4 JUILLET 2022

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, le LUNDI QUATRE JUILLET à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-HUIT JUIN DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme PERRON Christine, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Méliissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, Mme BENAMMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme COLLET Marie-Claude, M. GEFFROY Philippe, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEYER Karine, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, M. SIBY Oussouf,

AYANT DONNE POUVOIR A

Mme DE CARVALHO Virginie, M. CHANTRELLE Laurent, Mme LAGNEAU Muriel, M. GESELL Quentin, M. RAMADIER Alain, Mme JAOUANI Amel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. VAZ Micaël, M. CAHENZLI Denis, M. ATTIORI Olivier, M. HAN Bo, M. CANNAROZZO Frank, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. RAMADIER Alain, Mme YOUSSEF Méliissa,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LASTAPIS Michel, Mme MABCHOUR Najet, M. MARAN Max, M. MOULINNEUF Serge, M. PRUNIER Gérald, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Laurent CHANTRELLE

DELIBERATION N°117 – GRANDS PROJETS - DUGNY – CHOIX DU TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC DE CONCEPTION- REALISATION POUR LA CONSTRUCTION D'UN GYMNASE ET SON PARVIS DANS LA ZAC CLUSTER DES MEDIAS

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Quentin GESELL,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L5219-5 et L5711-1,

Vu la délibération n°29 en date du 1^{er} février 2016 adoptée à l'unanimité, portant soutien formel du territoire à la candidature de Paris aux Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2024,

Vu la délibération n°92 en date du 20 juin 2016 adoptée à l'unanimité, portant adoption de la convention de coopération entre la ville de Paris, le conseil départemental et l'ensemble des établissements publics territoriaux de la Seine-Saint-Denis dans le cadre de cette candidature,

Vu la délibération n°110 en date du 3 octobre 2016 adoptée à l'unanimité, approuvant la participation financière de l'EPT Paris Terres d'Envol au financement de l'ensemble des JOP 2024,

Vu l'attribution des JOP 2024 à Paris par le Comité international olympique et sportif le 13 septembre 2017,

Vu l'arrêté n°2019-30 du Préfet de Seine-Saint-Denis en date du 29 juillet 2019 portant création de la zone d'aménagement concertée (ZAC) Cluster des médias sur les territoires des communes de Dugny, du Bourget et de La Courneuve,

Vu le dossier de réalisation de la ZAC Cluster des médias du 19 septembre 2019 prévoyant la construction d'un gymnase sur le territoire de la commune de Dugny au titre des équipements publics de la ZAC,

Vu la décision du conseil d'administration de la Société de livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO) du 13 octobre 2020 de sortir de la maquette financière de l'opération la construction dudit gymnase,

Vu la délibération n°55 en date du 12 avril 2021 adoptée à l'unanimité, approuvant la reprise de la maîtrise d'ouvrage dudit gymnase par l'EPT Paris Terres d'Envol et autorisant ce dernier à solliciter les différents financeurs potentiels dont l'Etat qui s'est engagé à participer au financement de cet équipement,

Vu la délibération n°102 en date du 28 juin 2021 adoptée à l'unanimité, approuvant le lancement de l'opération de construction du gymnase de Dugny,

Vu la délibération n°15 en date du 7 février 2022 approuvant le calage technique et financier de l'opération,

093-200058097-20220704-117-04-07-2022-DE
Date de télétransmission : 12/07/2022
Date de réception préfecture : 12/07/2022

Vu la délibération n°40 du 28 mars 2022, le Conseil de Territoire a approuvé l'extension du périmètre de l'opération au parvis d'accès ainsi que la convention de fonds de concours de la SOLIDEO pour le financement de ce projet.
Vu le rapport d'analyse rédigé sur les quatre offres déposées dans le cadre de la consultation pour la construction du gymnase de Dugny,
Vu l'avis de la maîtrise d'œuvre urbaine de la Solideo sur les quatre projets
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres réunie le 27 juin 2022
Vu le plan de financement réactualisé
Vu le budget de Paris Terres d'Envol

Considérant l'intérêt pour l'EPT Paris Terres d'Envol de faire partie des sites d'accueil des JOP 2024, notamment au regard du programme opérationnel ambitieux qui sera mis en œuvre, qui permettra de doter ce site d'accueil d'un héritage utile au développement territorial et à leurs habitants,

Considérant la signature de la convention de coopération entre la ville de Paris, le conseil départemental et les établissements publics territoriaux de la Seine-Saint-Denis et celle du protocole de mise en œuvre de l'opération d'intérêt olympique relative au village olympique et paralympique et au Cluster des médias par l'EPT Paris Terres d'Envol,

Considérant la réalisation de la ZAC Cluster des médias située sur les territoires des communes de Dugny, du Bourget et de La Courneuve qui constituera durant les JOP 2024 le site d'implantation du Village des médias et qui accueillera les compétitions d'escalade et de tir,

Considérant que le programme de la ZAC Cluster des médias comprend la création d'environ 132 000 m² de surface de plancher, dont 1 300 logements, d'un parc d'activités économiques, d'un ensemble scolaire et sportif rénové et d'une extension de 13 ha du Parc Georges Valbon,

Considérant qu'à cet égard elle permettra la création d'un nouvel écoquartier mixte constitué de logements, commerces de proximité, activités économiques et équipements sur le territoire de la commune de Dugny,

Considérant que le projet de la ZAC Cluster des médias sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la Société de livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO) mais que le gymnase de Dugny se situe hors bilan de l'opération d'aménagement et que la SOLIDEO n'en assurera pas la maîtrise d'ouvrage,

Considérant la compétence de l'EPT Paris Terres d'Envol pour la définition, la création et la réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mais non reconnues comme telles,

Considérant l'insertion particulière du gymnase de Dugny adossé au programme des équipements publics de la ZAC Cluster des médias et l'opération d'aménagement qu'il constitue et qui s'inscrit dans le projet urbain d'ensemble initié par cette ZAC sur les territoires des communes de Dugny, du Bourget et de La Courneuve,

Considérant l'évolution, dans le programme des équipements publics de la ZAC du Cluster des médias, induite par la reprise de la maîtrise d'ouvrage du gymnase par l'EPT Paris Terres d'Envol,

Considérant l'intérêt que revêt pour l'EPT Paris Terres d'Envol la réalisation de cet équipement afin que la cohérence d'ensemble de l'aménagement de la zone, indispensable à la bonne tenue des JOP 2024, à la phase héritage et sa bonne inscription dans la stratégie territoriale, ne soit pas mise en cause,

Considérant que pour assurer la cohérence du projet, le périmètre de la maîtrise d'ouvrage de l'établissement public territorial doit concerner le gymnase et son parvis,

Considérant que l'Etat participera au financement du gymnase de Dugny, et que des subventions seront également sollicitées auprès de la métropole du Grand Paris et de la région Ile-de-France,

Considérant que la ville de Dugny participera également au financement de l'opération

Considérant que la SOLIDEO a indiqué sa volonté de participer au financement des travaux de cet équipement et de son parvis

Considérant l'intérêt pour l'EPT de participer financièrement à ce projet de construction

Après en avoir délibéré,

- **Constata** que l'offre du groupement LIFTEAM/Engasser constitue l'offre la plus avantageuse au regard des critères de jugement et au vu de l'avis motivé du jury
- **Autorise** le Président de l'EPT à signer l'ensemble des pièces valant marché de conception réalisation du gymnase de Dugny
- **Autorise** le Président à mettre au point le marché de conception réalisation du gymnase de Dugny
- **Approuve** le plan de financement joint en annexe et autorise le Président à solliciter les subventions auprès des financeurs potentiels (Région, MGP, CD 93...)
- **Dit** que les dépenses seront imputées sur les fonds propres de l'EPT Paris Terres d'Envol à la section investissement du budget de la collectivité prévue à cet effet sur les exercices considérés.
- **Dit** que les crédits versés en contrepartie seront imputés en recettes d'investissement sur le budget de la collectivité prévu à cet effet sur les exercices considérés.

Adopté à l'unanimité

(54 voix pour, 7 abstentions : M. BAILLON, M. BELOUCHAT,
Mme BENAMOUR, M. CHANTRELLE, M. LAPORTE,
Mme ROLAND IRIBERRY, Mme YOUSSEF, 2 NPPV :
Mme COLLET, M. GESELL)


Le Président

Accusé de réception en préfecture
09320065007-2022-04174-01-2022-DE
Date de télétransmission : 12/07/2022
Date de réception préfecture : 12/07/2022